

À la fin du mois de février dernier, la secrétaire d'État américaine Hilary Clinton a effectué une tournée en Afrique du Nord. Mais quel vent a-t-il amené la chef de la politique étrangère américaine dans cette région du monde ?



Par Aladin Reskallah, M.Sc et candidat à une maîtrise en études politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke

Le 24 et le 25, Hilary Clinton s'est rendue en Tunisie, afin de participer à une conférence organisée par les « Amis de la Syrie » afin de trouver une issue au conflit faisant rage sous le commandement de Bachar Al-Assad. Puis elle a fait un saut en Algérie le 25 février, effectuant la première visite d'un secrétaire d'État américain à ce pays depuis 2008 lorsque Candolezza Rice s'y était rendue. Elle a enfin conclu son voyage par le Maroc le 26 février.

Une visite éclair lors de laquelle elle a tout de même eu le temps de rencontrer Moncef Marzouki, de déjeuner avec AbdelAzziz Bouteflika, de rencontrer le premier ministre Abdelilah Benkirane ainsi que de rencontrer la société civile.

Bien que les journalistes ayant eu l'opportunité de s'entretenir avec Madame Clinton aient majoritairement axé leurs questions sur le cas de la Syrie-ce qui est compréhensible du fait de l'actualité brûlante du moment – le voyage avait également pour but de tâter spécifiquement le pouls de cette région particulière qu'est le Maghreb.

Cette visite marquée par le choix des rencontres met l'accent sur la volonté des États-Unis d'aller dans le sens de la démocratisation dans les pays du Maghreb. Il s'agissait également de renforcer les accords en termes de lutte contre le terrorisme ainsi que les accords économiques.

Madame Clinton a également parlé de réformes au niveau économique, mentionnant par exemple, qu'en Algérie, plus de 60 % des revenus de l'État proviennent d'un seul et unique secteur, à savoir les hydrocarbures. La Secrétaire d'État a plaidé pour une autodétermination des peuples du Maghreb et n'a pas hésité à louer ces peuples sur leurs talents, leur créativité et leur capacité de travail.

La question du Sahara évoquée

Les États-Unis se sont présentés en partenaire des États du Maghreb. Ils se sont également dits sensibles à un rapprochement entre le Maroc et l'Algérie, ainsi que de la façon dont ces deux pays peuvent accompagner la Tunisie dans la mise en place de ses institutions étatiques. Elle a même évoqué la question du Sahara occidental ô combien épineuse, en réaffirmant le soutien des États-Unis à un règlement du conflit et en ne rejetant aucune option.

Ceci montre une volonté, au moins dans les paroles, d'aider au règlement du différend entre les deux pays. La Secrétaire d'État, lors de son discours au Maroc, a été très élogieuse envers le Maroc, l'érigant même en exemple à suivre dans les pays arabes pour sa quête de démocratie, faisant explicitement référence à la récente implémentation de la nouvelle constitution garantissant, selon elle, plus de liberté de penser, d'expression, et d'autres droits fondamentaux. Elle a également rappelé la longue collaboration avec l'Algérie sur différents domaines.

Miser sur le bon cheval

L'observateur de la géopolitique, et plus particulièrement l'observateur réaliste, au sens des théories des relations internationales -théorie expliquant que la conduite des États sur la scène internationale n'est mue que par la recherche de ses propres intérêts- n'est pas assez naïf pour y voir une simple déclaration d'amitié entre les États-Unis et les pays du Maghreb, et plus spécialement le Maroc et l'Algérie. En effet, on pourrait y voir une nécessité de la part des États-Unis de fonctionner conjointement avec ces deux pays au lendemain du printemps arabe.

Ces deux pays n'ont connu que peu de remous lors de l'embrasement du

Grand Moyen-Orient grâce à un gouvernement assez fort, un système militaire et policier affûté, et une situation générale différente de celle de la Tunisie ou de l'Égypte.

De plus, l'Algérie a un historique dans la lutte au terrorisme qui inquiète encore l'oncle Sam. Les États-Unis ont alors tout à gagner dans la lutte contre le fléau. Ils ont également intérêt à ce que le Maroc et l'Algérie collaborent sur ce plan de façon bilatérale mais également de façon multilatérale avec la communauté internationale, les États-Unis en tête, bien évidemment.

En conclusion, somme toute, L'atmosphère se dégageant de ce petit périple a été paisible et rassurante. La visite a pris la tournure d'une vi-

site de routine entre des pays partenaires et souhaitant travailler ensemble aussi bien sur le plan économique que politique, et renforçant des liens de coopérations existants depuis plusieurs années déjà.

L'ombre de la Syrie a sans aucun doute été le seul nuage dans ce ciel bleu d'ententes cordiales, vu que la proximité géographique et la principale raison ayant amené Madame Clinton dans la région, à savoir la conférence des « Amis de la Syrie » a pointé le peu d'engagement de la première puissance mondiale dans un secteur où la répression fait rage et où des civils perdent la vie quotidiennement.



DECLARATION DE LYON

Les participants et participantes au séminaire sur le conflit au Sahara Occidental, organisé à Lyon le 18 Février 2012, sur invitation des associations de l'immigration maghrébine en Europe en coordination avec le Comité de Suivi du Forum Social Maghrébin, relèvent avec satisfaction la qualité et la sérénité des débats sur un sujet aussi sensible et qui constitue un obstacle majeur dans l'édification de l'unité du Maghreb.

Tout en analysant les impacts sur la région des derniers événements, révoltes et révolutions et sur le coût économique et social du non Maghreb du fait de ce conflit, les participants et participantes, représentant(E)s d'organisations civiles et syndicales, se sont particulièrement penchés sur les mesures pratiques pour faire avancer et concrétiser sur le terrain l'Appel pour la Paix au Sahara Occidental (IPSO) adopté lors du Forum Social Maghrébin tenu en 2008 à El Jadida au Maroc.

A l'issue des débats fructueux, les participant(E)s ainsi que le Comité de Suivi du FSMaghrébin, conviennent :

1. D'élargir et multiplier les espaces de débats similaires dans toute la région du Maghreb pour restaurer et stimuler un climat de confiance, mise à mal par les Etats, entre les peuples de la région maghrébine et méditerranéenne afin de renforcer le processus d'appropriation d'un conflit dont les peuples payent le prix, mais aussi afin d'approfondir la réflexion conjointe et rapprocher leur vision le Maghreb auquel aspirent les peuples de la région.
2. De développer des actions conjointes reposant autant sur la dénonciation que la pression et la proposition de solutions portant sur :
 - Le respect des libertés et particulièrement la liberté de circulation, la liberté d'association et la liberté d'expression ;
 - L'accès des peuples aux ressources naturelles et la lutte contre les inégalités sociales et pour le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, tout en veillant à ce que les accords internationaux respectent ces droits ;
 - La sécurité des peuples et la lutte contre militarisation et les zones de non droit où fleurissent les économies criminelles ;
 - La lutte contre la corruption qui s'érige en système de gestion et qui constitue un élément fondamental dans l'enlisement du conflit.
3. D'élaborer une stratégie et des actions conjointes pour faire pression sur les parties du conflit qu'elles soient directes, indirectes ou potentielles pour qu'elles s'engagent dans un réel processus de résolution du conflit.

Les participants et participantes ainsi que les membres du Comité de Suivi du FSMaghrébin, saisissent cette occasion pour appeler toutes les forces sociales démocratiques aspirant à la paix dans la région, à s'inscrire et se mobiliser pour l'émergence, face au blocage des Etats, d'un mouvement alternatif pour la réalisation de l'unité du Maghreb, un Maghreb des peuples, un autre Maghreb, qui passe nécessairement par la résolution pacifique du conflit du Sahara Occidental.

A Lyon le 18 Février 2012